

Restitution de l'entretien avec Corinne Tapiero (vice-présidente de la PEEP)

Question : vous pensez que ce n'est pas le rôle de l'école d'éduquer...

Absolument. C'est le rôle de la famille, malgré le fait que certaines écoles aujourd'hui s'initient à donner « de bonnes manières » aux enfants. Selon les écoles, on peut, par exemple, apprendre aux enfants à bien se tenir à table. J'estime que cette éducation n'est pas le rôle de l'école.

Question : Y a-t-il un certain devoir de responsabilisation de l'élève par l'école, et quelle peut être la conséquence pour les rythmes scolaires ?

Dès qu'on pousse son premier cri, on peut considérer comme on a sa future vie professionnelle et sa retraite... Il y a un moment où il faut pouvoir accompagner l'évolution scolaire des enfants pour les rendre effectivement autonomes, mais ce n'est pas aussi simple : il ne faut pas considérer que l'école se met à disposition de chacun des élèves, mais elle doit concourir à la réussite de tous. Pour cela, il faut se conformer à un modèle qui doit permettre à tous les élèves d'atteindre, en fin d'année, l'acquisition des aptitudes visées par la programme sans « trop » de difficultés.

On veut trop considérer les enfants autonomes très tôt. Demander à un enfant de trois ans de rester assis pendant les cours, de ne pas parler, de ne pas s'agiter, et de répondre à des exigences très vite trop scolaires est irréaliste ; en l'occurrence, les pays d'Europe du Nord tant montrés en exemple n'ont pas de telles exigences.

Les enfants ne sont plus sollicités de la même manière, et n'ont plus le même cadre de vie : ils sont parfois tous seuls à leur retour à la maison. Aujourd'hui, « l'étude » est une garderie.

La difficulté avec les rythmes scolaires, c'est qu'on se trompe de débat : c'est le rythme de la société qu'il faut revoir. Des enfants déposés en maternelle à 7h et repris par leurs parents à 18 h parce que ceux-ci travaillent loin, passent trop de temps à l'école, d'autant plus que la fatigue catalyse les risques de conflits dans la collectivité. Ainsi, 5 heures de cours réparties de 8 h 30 à 11 h 30 puis de 13 h 30 à 16 h30 (les récréations ramènent le temps de cours à 5 heures) ou le même temps disposé sans pause de 8 h 30 à 13 h 30 sont deux solutions qui n'apportent pas de réponse aux problème : combien de temps est passé à l'école ?

On pourrait envisager, pour « remédier » à ce problème, d'ouvrir l'école à 7 heures et de recevoir de manière informelle les enfants jusque 9 heures.

Si on envie autant le modèle allemand, c'est qu'on ne le connaît pas : pas de cantine le midi, les activités de l'après-midi sont financées par les familles et ces rythmes ne répondent en rien au problème du temps de présence total à l'école.

Si nous voulons avancer, il faut de l'audace, et la remise en question des syndicats. Le débat a été relancé par les détracteurs de la semaine de 4 jours, mais ce n'est pas le débat de fond, celui-ci étant le rythme de la société. Il faut accepter de toucher au temps de présence des enseignants dans l'institution, et les faire dialoguer avec le personnel du périscolaire.

On ne peut pas accepter une école « à deux vitesses », où les zones rurales seraient délaissées par les transports et les collectivités, et ainsi le temps de présences des enfants à l'école décuplé, et où les zones urbaines seraient finalement favorisées parce que mieux desservies.

La PEEP regrette qu'un pré-rapport ait vu le jour avant même la clôture des consultations. Les spécialistes interrogés étaient tous du domaine de la chronobiologie, ce qui a pour effet de diriger subjectivement la réflexion.

La PEEP avait mené une enquête, après un an et trois mois d'application de la semaine de 4 jours : à la question « êtes-vous satisfait de la nouvelle organisation de la semaine ? », 87 % des parents avaient répondu oui. Cela répondait donc à une demande. Malgré le soulèvement de certains syndicats, la semaine de 4 jours est passée car les enseignants souhaitaient être libres le Samedi.

Aussi, il est à noter que les mouvements associatifs (sportifs par exemple) ont lieu généralement le Mercredi. Il ne serait clairement pas envisageable de décaler ces manifestations au Samedi, si l'on souhaitait que les enfants aillent à l'école le Mercredi. Toute une économie tourne derrière ces associations et rend tout changement très rigide.

L'idée d'un zonage des grandes vacances est à exclure absolument : le baccalauréat étant un examen national, il faudrait alors envisager une nouvelle période pour le passer. On peut comprendre l'inquiétude de certains parents qui estiment les vacances trop longues : ceux qui ne passent pas le bac voient leurs professeurs mobilisés pour celui-ci, terminent les cours début Juin et disposent de vacances de 3 mois.

Un autre écueil est à éviter, et il concerne le redoublement. Il est parfois annoncé aux enfants à Pâques, alors qu'un trimestre entier peut encore leur permettre de faire leurs preuves. Pourquoi leur faire refaire toute une année ? Rattraper des cours déjà acquis les lassera, et au moment où le cours mal maîtrisé arrivera, ils auront perdu la motivation et l'habitude du travail pour l'acquérir.

Avec la réforme du lycée, nous avons raté une formidable occasion de progresser de manière significative dans la controverse des rythmes scolaires. L'emploi du temps des élèves est parfois mal géré : l'absence des professeurs peut entraîner plusieurs heures de permanence d'affilée, à la suite desquelles l'attention aura forcément diminué.

Question : une école qui s'adapterait à chacun n'entérinerait-elle pas, de fait, les inégalités sociales qui peuvent exister entre les enfants ?

A priori, il est scientifiquement prouvé que tous les enfants de 3 ans ont le même potentiel cognitif. Mais depuis la création des écoles maternelles en 1881, celles-ci n'ont eu de cesse de développer des objectifs trop ambitieux pour finalement s'approprier un statut de « petite école primaire ». Par voie de conséquence, se développent des inégalités entre les enfants, certains ayant « un meilleur niveau de vocabulaire » que d'autres. Alors effectivement, l'école telle qu'elle est conçue aujourd'hui aggrave les inégalités sociales ; c'est parce qu'elle ne respecte pas son rôle, qui est de fournir un enseignement à tous les enfants afin qu'ils puissent sortir de l'école avec un capital commun.

Les inégalités sociales sont inhérentes à notre société ; en revanche, le devoir de l'école est d'enseigner à tous, et de proposer des parcours individualisés qui permettent de rattraper la première heure de cours non comprise, avant de sombrer de l'écueil du redoublement précédemment cité.

Il faut également remettre en question la pédagogie. Les résultats à observer lors des tests tels que ceux pratiqués en fin de CM2, ce ne sont pas les résultats d'un élève par rapport à un autre, ce sont des résultats globaux qui indiquent comment telle classe, ou telle école, se situe à l'échelle nationale, par exemple.

Il est significatif de s'intéresser au pourquoi de résultats inférieurs à la moyenne nationale dans la classe de Mr X, quand la classe de Mme Y dans la même école a des résultats supérieurs ; c'est alors à l'école, localement, de réagir à ces résultats, et pas à la société. L'école, en elle-même, ne gommara jamais les inégalités sociales.

Les enfants devraient, à leur arrivée, être vu séparément de leurs origines, et considérés comme autant capables que tous.

Revenons sur le redoublement : un élève qui apprend à lire en CP, bute sur une difficulté ensuite puis redouble, aura perdu son temps. En effet, il recommence la lecture l'année suivante, mais n'est pas attentif car il a déjà appris à lire ; il ratera donc logiquement le passage où est à nouveau abordée la difficulté sur laquelle il a chuté l'année précédente. Ainsi on pourrait s'adapter à son rythme propre en rattrapant le retard dès la difficulté éprouvée.

Par ailleurs, s'adapter aux rythmes permettraient aussi à ceux qui suivent facilement d'améliorer leurs acquis s'ils le souhaitent.

Question : vous avez évoqué les chronobiologistes tout à l'heure. Dans ce domaine, il semble y avoir un consensus autour d'un élan contre la semaine de 4 jours. Quel est votre regard là-dessus ?

Leurs démonstrations sont insupportables. Comment peut-on enregistrer des fatigues explicitement dues à la semaine de 4 jours ? Cela fait 4 ans qu'elle est appliquée à Lyon, et les taux de réussite n'ont pas diminué. De même à Bordeaux. Ce qui me gêne dans les travaux des chronobiologistes, c'est le fait qu'ils travaillent sur des cohortes d'élèves de même âge et de même condition sociale. Or, le rythme d'un enfant de 6 ans n'est pas le même que celui d'un enfant de 16 ans.

Pour rappel, le chronobiologiste invité à la conférence sur les rythmes scolaires de l'académie de Paris est en réalité un spécialiste de la mouche drosophile. Les chronobiologistes auraient-ils peur de se confronter à un débat public ?

Question : que vous évoque alors le rapport de l'académie nationale de Médecine de l'année dernière, dans lequel les différences d'âges sont dites être prises en compte ?

On peut constater un des écueils qu'on retrouve chez les chronobiologistes : on part d'un temps de présence des enfants à l'école, puis on le transforme en temps d'enseignement. Aujourd'hui, un enfant qui commence à 8 h 30 le matin et termine à 16 h 30 l'après-midi n'a bel et bien que 5 heures de cours. Oui, le problème c'est bien le temps de présence à l'école. Attendre dans la queue de la cantine où rester sous le préau un jour de pluie est une souffrance.

Pour en revenir sur la présentation négative du parent, il faut savoir qu'aujourd'hui les devoirs de rédaction ont été supprimés par les professeurs de français, qui ne voulaient plus « corriger les copies des parents ». Il faut en finir avec ces représentations stéréotypées des parents.

En sens inverse, on dit qu'il n'appartient pas aux élèves de juger la pédagogie qu'ils reçoivent. Alors ne devrait-on pas s'interroger sur nos taux d'absentéisme ? Il y a une réflexion à mener sur l'efficacité de cette pédagogie.

Question : vous souleviez tout à l'heure la possibilité d'aménager le temps de travail des professeurs et de les faire travailler avec le personnel du périscolaire. Les effectifs des classes actuelles permettent-ils un tel encadrement ?

Effectivement, il faudrait libérer des locaux. Mais il existe des collèges avec moins de 150 élèves répartis sur 4 niveaux.

On peut comprendre, si les élèves sont dans des conditions de surnombre difficile, que les parents soient amenés à s'orienter vers les cours particuliers ; en réalité, aucune école n'échappe aux cours particuliers.

En terme de réussite, il faut se poser les bonnes questions. Ni les élèves, ni les parents ne sont à remettre en question : c'est la pédagogie qui l'est. Pourquoi certaines classes réussissent et d'autres non ? Il faut accepter de toucher à cette chasse gardée que forment les enseignants. Il faut qu'eux-mêmes acceptent de remettre en question leur pédagogie ; un enseignant à bout ne peut pas faire cours à une classe. Ce genre de réflexion n'est pas tolérée aujourd'hui, alors qu'elle est menée dans l'intérêt des enfants.